

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Chantiers prioritaires : Ossouka Raponda fait le point à Ali Bongo Ondimba

C'ÉTAIT au cours de l'audience que lui a accordée le chef de l'État, hier, au palais de la présidence de la République. Et à laquelle prenaient part certains membres de son équipe.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu hier, au palais de la présidence de la République, avec la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, accompagnée du ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Alain Claude Bilie-By-Nze, de la ministre de l'Économie, Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou, et des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi.

Un entretien qui intervient quelques jours après la tenue, vendredi dernier, à l'immeuble Arambo, du séminaire-bilan de la première phase d'exécution du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Et qui s'inscrit dans le cadre des séances men-

suelles de contrôle relatives aux chantiers prioritaires.

De fait, la cheffe du gouvernement a fait le point au président de la République sur l'ensemble des chantiers prioritaires en cours dans les secteurs d'eau, électricité, santé, éducation, infrastructures routières, etc. Au nombre de ceux-ci figurent, entre autres, la construction et la réhabilitation de dix-neuf (19) structures sanitaires, les travaux d'amélioration en approvisionnement en eau et renouvellement des canalisations à travers Libreville, la construction des établissements scolaires, etc.

Le président de la République a instruit la cheffe du gouvernement d'accélérer l'exécution des chantiers en cours d'autant que, a-t-il indiqué, les préoccupations et attentes des populations sont pressantes.



Photo: DR

Phase de l'audience que le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a accordée à la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda.

Le gouvernement répond à Jean Ping

DANS un communiqué parvenu hier à notre rédaction que nous publions in extenso, le gouvernement réagit à la dernière sortie de l'opposant et candidat malheureux à la présidentielle de 2016.

" LUNDI 28 février, invité sur la chaîne de télévision publique française France 24, M. Jean Ping a tenu des propos séditieux appelant de fait nos concitoyens à la violence en vue de susciter un coup d'État et évoquant même la possibilité d'une "guerre civile".

De tels propos, gravissimes, sont inacceptables. Ils tombent d'ailleurs sous le coup de la Loi.

Le Gouvernement gabonais tient à rappeler son profond attachement à la légalité constitutionnelle et son profond respect des règles démocratiques qui prohibent toute action violente à des fins politiques. Le Gouvernement tient à rassurer la population gabonaise sur le fait que sa sécurité est et sera pleinement assurée; et la paix et la concorde garanties dans notre pays.

Les propos de M. Ping soulèvent également la responsabilité morale de France 24 en tant que diffuseur. L'appel au coup d'État et à la guerre civile ne relève, pas plus que de la liberté d'expression, du droit à l'information mais bel et bien d'une opération de déstabilisation. Au regard de la gravité des faits, susceptibles de recevoir plusieurs qualifications pénales, le Gouvernement gabonais se réserve le droit de porter plainte auprès des autorités judiciaires compétentes".

UN : Paul-Marie Gondjout en séducteur du "Nord"

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

Le cadre de l'Union nationale (UN) Paul-Marie Gondjout était en séjour privé à Oyem, le week-end dernier. Occasion pour lui d'improviser une réunion d'échanges et d'informations avec les délégués départementaux, communaux et certains militants venant de Bitam, Mitzic, Minvoul et d'Oyem. En présence de ses proches et certains cadres de son écurie tels Pierre Ondo Mebiame, l'ancien sénateur, Lambert Nkoghe, l'ex-adjoint au maire de la commune d'Oyem, Emmanuel Obame, le maire Urbain Nguema Mba et Jean-Pierre Mintsa, l'ex-secrétaire exécutif adjoint de l'UN a invité cadres et militants "woleuntemois" à la mobilisation, en vue des échéances électorales de 2023 dans notre pays.

Selon Paul-Marie Gondjout, l'UN compte sur ces élections générales (Ndlr: présidentielle,



Photo: PME

Paul-Marie Gondjout chantant l'hymne de l'UN dans le Woleu-Ntem

législatives et locales) pour redorer son blason dans l'ensemble du pays. Pour réussir ce challenge, "je demande à la nouvelle direction du parti, de mettre en place dans l'ensemble des neuf provinces, les Comités provinciaux parce que ce sont eux qui décident pour ce qui est des dossiers de candidatures pour les élections locales", a déclaré M. Gondjout.

Une visite qui, en d'autres termes, a permis au cadre de l'UN de tisser déjà sa toile auprès des militants du Septentrion pour les scrutins à venir. "J'irai vers la base le moment venu (...). Vous m'avez donné des voix lors du dernier Congrès au cours duquel le parti a été divisé en deux grandes tendances. Mais, nous sommes un ", a précisé l'opposant.